

GUADELOUPE. UN COMMUNIQUÉ DU LKP

page 13



INFORMATIONS OUVRIERES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

6 328
abonnés
reçoivent ce numéro.
Et vous ?
(page 16)

5 000 milliards de dollars offerts aux spéculateurs par le G 20...

“ON NE PAIERA PAS LEUR CRISE”

(Les travailleurs de Caterpillar, à Grenoble.)



Les travailleurs de Caterpillar, à Grenoble, unis avec leurs syndicats, manifestent le 7 avril contre le plan de suppression de 733 emplois sur 2 800. Lire notre reportage en page 3. (Photo AFP)

180 000 chômeurs supplémentaires en deux mois
3 000 DE PLUS CHAQUE JOUR !

IL Y A URGENCE. LE PARTI OUVRIER
INDÉPENDANT PROPOSE :

**UNITÉ POUR
INTERDIRE LES
LICENCIEMENTS !**
POUR UNE MARCHÉ UNIE
SUR PARIS !

**POI PARTI OUVRIER
INDÉPENDANT**
Pour le socialisme, la démocratie et la République
Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

87, rue du Faubourg Saint-Denis 75010 Paris www.parti-ouvrier-independant.com

II^e conférence nationale de délégués pour l'unité

Discussions, contributions,
les premiers délégués
désignés par les comités...

A la une

page 4



Italie. Deux millions et demi de travailleurs manifestent à Rome à l'appel de la CGIL

Interview de Lorenzo Varaldo,
animateur du comité
pour l'interdiction
des licenciements.

International

page 12

Ce que les travailleurs doivent retenir du G 20

QU'EST-CE que les travailleurs doivent retenir du sommet du G 20 tenu à Londres la semaine passée ? Un : l'hégémonie des Etats-Unis sur le monde entier en est sortie renforcée (lire page 11). Deux : les 20 chefs d'Etat et de gouvernement se sont accordés pour confirmer le dégel de 1 100 milliards de dollars — plus de deux fois le budget annuel de la France — s'intégrant dans un ensemble évalué à 5 000 milliards de dollars pour « un plan global pour un redressement ».

Il s'agit d'apporter « un large soutien à nos systèmes bancaires afin de garantir les liquidités et recapitaliser les institutions financières, et régler définitivement le problème des actifs dépréciés ».

Tous les travailleurs comprennent ce que cela veut dire. Pour compenser les milliers de milliards de dollars engloutis dans les « produits financiers toxiques », on va continuer à détruire par millions les emplois dans les services publics, fermer les écoles, les hôpitaux... et licencier à tour de bras dans le privé.

Comble d'hypocrisie et de cynisme : les 20 prétendent qu'il s'agit de « sauver ou créer des millions d'emplois qui sans cela auraient été détruits ». Ceux qui signent ce document sont ceux-là mêmes qui, dans leurs propres pays, ouvrent tout grand les

coffres-forts des banques centrales pour renflouer les spéculateurs, les licenciés, les accapareurs, dans le même temps où ils organisent les plans de misère, de chômage et de précarité pour des dizaines de millions de salariés !

Cela, n'importe quel travailleur peut le constater.

Mais comment les travailleurs pourraient-ils comprendre que des Lula, Zapatero et autre Gordon Brown, présentés comme des hommes de gauche, participent de cette union sacrée autour du régime capitaliste failli ?

Comment peuvent-ils comprendre les réactions de Ségolène Royal — « la réunion du G 20 devient crédible » — ou de Martine Aubry — « Ce qui est surtout important maintenant, c'est ce que dit le président des Etats-Unis à l'Europe, à savoir que nous avons des plans de relance et d'accompagnement social dignes de ce nom » ?

Comment les travailleurs pourraient-ils comprendre que, dans un communiqué commun, le Parti communiste français, le NPA et le Parti de gauche critiquent les décisions du G 20 comme « symboliques » et « cosmétiques » (1) ?

Non, il n'y a rien de symbolique au pillage des richesses des nations pour satisfaire les appétits des spéculateurs ! Non, il n'y a

rien de cosmétique à la manière dont sont détruites les économies d'un bout à l'autre de la planète pour satisfaire aux besoins des capitalistes et des licenciés ! Les décisions du G 20 expriment l'impasse destructrice du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Ces décisions conformes aux intérêts des exploités doivent être combattues. Cela passe par l'action unie pour l'interdiction des licenciements.

Pour ce qui concerne le Parti ouvrier indépendant, ce mot d'ordre se relie à cet autre : la confiscation des milliers de milliards affectés aux prétendus plans de relance de l'économie et leur mise au service d'un authentique plan de reconstruction économique, c'est-à-dire, d'abord et avant tout, de reconstruction de l'emploi !

Le premier acte dans cette voie, c'est l'organisation de la marche unie rassemblant travailleurs et militants de toutes tendances et l'ensemble des partis qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie dans une même exigence : maintenant, tout de suite, interdiction des licenciements !

(1) Communiqué « Nous ne paierons pas leur crise », 3 avril 2009, signé par les Alter-natifs, la Fédération, le NPA, le Parti de gauche, Les Verts, le PCF et le PCOF.

INFORMATIONS OUVRIÈRES

tribune libre de la lutte des classes

Dans le cadre de sa tribune libre, *Informations ouvrières*, fondé par Pierre Lambert, offre la possibilité de s'exprimer librement à tout groupement ou formation politique qui entend sincèrement combattre pour l'émancipation des travailleurs. Cela sous leur propre responsabilité. L'hebdomadaire est édité par l'association (loi 1901) Informations ouvrières, présidée par Daniel Gluckstein, directeur de la publication.

Rédacteur en chef : Lucien Gauthier

Siège : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

- Imprimerie : Rotinfed 2000, Paris.
- Tirage : 20 000 exemplaires.
- Commission paritaire : 0909 C85 410.
- ISSN : 0813 9500.

• Rédaction : Informations ouvrières 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016 - 75479 Paris CEDEX 10.

Tél. : 01 48 01 89 23. Fax : 01 48 01 89 29.

E-mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

• Administration-abonnements : Maïthé Dayan

Tél. : 01 48 01 88 22 01 48 01 88 41.

E-mail : diffusion-io@fr.oleane.com

Dépôt légal : à publication.



NOUS ÉCRIRE

INFORMATIONS OUVRIÈRES

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016 75479 Paris Cedex

E-mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

Impossible de voter 6,15 % d'augmentation d'impôts ! (1)

PAR GÉRARD SCHIVARDI

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, chers collègues, nous avons participé au tollé qu'a soulevé le rapport Balladur, qui veut supprimer la compétence générale du département, les cantons, et à court terme les départements, en transférant à la région leurs compétences. Nous avons protesté contre les transferts de charges de l'Etat, alors que les transferts financiers ne correspondent pas.

La situation des familles d'ouvriers et agricoles est catastrophique : 90 000 chômeurs supplémentaires en janvier, 80 000 en février et sans doute beaucoup plus si l'on considère ceux que les « pôles emploi » ont rejetés, plus de 12 500 dans le département.

La majorité des conseils généraux se mobilisent à juste titre contre le rapport Balladur, qui veut, entre autres, faire « encadrer par le Parlement les dépenses des communes et des départements », c'est-à-dire supprimer leur libre administration. N'est-ce pas ce qu'est en train de faire le gouvernement aujourd'hui en asphyxiant financièrement les collectivités territoriales ? Alors qu'ils trouvent les milliards par dizaines et centaines pour voler au secours des banques, qui sont les seules responsables de la bulle spéculative, il n'y aurait rien pour éviter la suppression de 30 000 emplois des services publics ? Pour compenser loyalement le transfert des charges, pour maintenir les dotations, dans une situation où la classe ouvrière de ce pays, la paysannerie, et par suite les artisans, les commerçants, sont confrontés à l'effondrement de leurs revenus ? La question qui nous est posée est simple. Soit augmenter les

impôts de 6,15 % alors que la population subit déjà une augmentation de 2,5 % des impôts locaux décidée par la loi de finances, soit nous retourner vers le gouvernement pour exiger qu'il affecte les sommes nécessaires aux collectivités locales pour leur permettre de répondre à la situation effroyable qui découle de la fermeture des entreprises et des jachères.

La détermination de notre peuple est indéniable. Qui aurait pu en douter ? Cette détermination du peuple s'est manifestée le 29 janvier et le 19 mars, où, par millions, ils ont décidé de faire grève. Ils n'acceptent pas ! Ils nous demandent de faire preuve de la même détermination.

Nous étions à Narbonne, à Carcassonne, à manifester sur les revendications, en particulier sur la question du blocage des licenciements et la question de l'augmentation des salaires.

Faudrait-il aujourd'hui dire à tous les salariés : « Vous n'avez pas obtenu vos revendications... Mais vous voyez, nous n'avons pas d'autre solution pour équilibrer notre budget que de vous imposer 6,15 % d'augmentation des impôts » ?

Impossible de voter 6,15 % d'augmentation d'impôts ! Alors, allons avec la population chez le préfet chercher les moyens nécessaires. L'Etat trouve des milliards pour les spéculateurs, les banques. A lui de trouver des milliards pour les collectivités locales !

(1) Déclaration de Gérard Schivardi au conseil général de l'Aude.



Le syndicat n'est pas un corps intermédiaire

PAR ROGER SANDRI

AU cours de la période que nous traversons, marquée par la crise, terme générique marquant un effondrement économique et social lié aux exigences comme aux pratiques du capitalisme dans sa dimension mondiale, la peur s'installe, au sein de la classe dirigeante, d'une explosion sociale, dont nul, aujourd'hui, ne peut mesurer les conséquences.

La France n'est pas la seule concernée par le phénomène. Mais, en raison de son histoire et de ses traditions, le mouvement ouvrier français s'est constamment retrouvé à la tête de la contestation sociale.

Le chroniqueur très éclectique Alain Minc, se réclamant comme membre de « la classe dirigeante », en appelle à ses collègues pour un peu plus de modération, arguant des stock-options, des bonus, des prébendes et des parachutes dorés de tous ordres.

Pour Alain Minc, ses amis doivent se rendre compte qu'ils sont assis sur « une cocotte-minute » prête à exploser. Pour lui, en référence historique, nous serions en 1788, année précédant la Révolution de 1789.

Comme le disait un de mes vieux camarades de son vivant : « La bourgeoisie a la paille aux fesses. »

De là, la superstructure politico-économique en vient à lancer des appels à la raison vers les foules en colère et aux salariés victimes des exactions capitalistes, pourtant dénoncées depuis longtemps par les militants ouvriers.

Les récentes manifestations syndicales ont mobilisé des milliers de travailleurs venus exprimer rage et colère à l'égard de la classe dirigeante.

Le monde est aujourd'hui en ébullition, mouvement qui n'est pas près de se stabiliser, si l'on tient compte du dernier rapport de l'OIT prévoyant pour les périodes à venir une augmentation du chômage pouvant toucher 50 millions de travailleurs. La situation française reflète bien la situation mondiale.

Les confédérations syndicales françaises, en l'absence d'une réaction énergique de la Confédération syndicale internationale (CSI), pas plus que de la Confédération européenne des syndicats (CES), prennent les initiatives qu'impose la situation.

De là, le pouvoir en arrive à saluer le sens et le niveau de leurs responsabilités en évitant les débordements toujours latents.

De ce constat, la classe dirigeante les appelle à reprendre toute leur place de « corps intermédiaires ».

Là, il y a incontestablement maladresse. Le syndicat n'est pas un corps intermédiaire, comme peut l'être un parti politique, dont le rôle est indispensable à la vie démocratique.

Le syndicat est l'organisation de la classe ouvrière par excellence, par nature et par définition.

Dans la mission historique qui est la sienne, il prend en charge les intérêts de la classe ouvrière dans leur totalité, y compris dans le cadre du pluralisme syndical. D'où la nécessité de préserver, en toute circonstance, l'indépendance de classe, la loi scélérate du 20 août 2008 ayant pour objectif l'institutionnalisation d'un syndicalisme intégré à un Etat glissant vers le corporatisme. Subsidièrement, c'est l'intégration à l'entreprise dans une forme d'association du capital et du travail.

Dans les temps difficiles que nous traversons, il est temps de revenir aux fondamentaux, faisant table rase de toutes les dérives tendant à remettre en question les bases mêmes du syndicalisme, en rappelant tout simplement que la lutte de classes demeure plus que jamais le moteur de l'histoire.